



## **CIRCULAIRE SECURITE N° 14**

### **INSTRUCTIONS APPLICABLES AUX ENTREPRISES EXTERIEURES INTERVENANT SUR LES SITES DU CESTA ET DU TEE**

CEA/CESTA/DIR/ISE


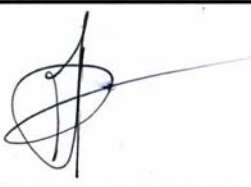

DO 116 30/05/08



08ZZAN000159

diffusé le : 30/05/08

Origine : CEA/CESTA/DIR/ISE		Référence à :	
Classification : DO	E.P :	Affaire :	Contrat :
<b>Identification du document</b>			
Nature: INSTRUCTION	Référence : DO 116	Date : 30/05/08	Nombre de pages: 27
Auteurs : LEFEVRE JJ			
Titre : Instructions applicables aux entreprises travaillant sur les sites du CESTA et du TEE			
Résumé :  Ce document présente les règles applicables aux Entreprises Extérieures Intervenant sur les sites du CESTA et du TEE. Ces règles s'appliquent dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès et discipline sur le centre.</li> <li>• Protection physique et protection de l'information.</li> <li>• Hygiène et sécurité du travail.</li> </ul>			

	Rédacteur	Approbateur	Emetteur
Nom	JJ LEFEVRE	N. DELAUNAY	P. ZAMORA
Fonction	DIR/ISE Adj.	DIR/ISE	DIR Adj
Date	20/06/08	30/07/08	07/08/08
Visa			Le Directeur Adjoint  P. ZAMORA

SUIVI DES MODIFICATIONS		
Edition	Nature des modifications	Date
A	Edition initiale	18/01/08
B	Mise à jour suite à avis du CHSCT et du COMET	30/06/08

Ont participé à la réalisation et à la validation de ce document :

Le CACS

L'ASSI

Le DLG/SPR

Le DLG/FLS

Le DLG/SRHF/Assistant juridique

Le DLG/STL

Le DLG/SST

Les ISI du DLP/SLIL et du DEV/SDET

Le secrétaire du CHSCT

Le CAS des EEI

Le présent document a été soumis à l'avis du Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail  
du CESTA le 13 mai 2008

Il a été soumis à l'avis du COMité d'Etablissement du CESTA le 10 juin 2008

Il a été déposé au secrétariat greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux le 7 aout 2008

Il a été communiqué à l'Inspection du Travail le 7 aout 2008

Il entre en vigueur le 7 septembre 2008

Fait à LE BARP, le 30 juillet 2008

Le directeur du Centre d'Etudes  
Scientifiques et Technique d'Aquitaine

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	---

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>6</b>
<b>2.</b>	<b>DOCUMENTS DE REFERENCE.....</b>	<b>7</b>
<b>3.</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>7</b>
<b>4.</b>	<b>GENERALITES .....</b>	<b>8</b>
4.1.	RESPONSABILITES DES ENTREPRISES .....	8
4.2.	ORGANISATION DU CENTRE.....	9
4.3.	FACILITES MATERIELLES.....	10
4.3.1	TRANSPORT DU PERSONNEL .....	10
4.3.2	ACCES AUX RESTAURANTS.....	10
4.3.3	UTILISATION DU MATERIEL CEA.....	10
4.3.4	EAU - ELECTRICITE.....	10
4.3.5	TELEPHONE ET RESEAU INFORMATIQUE.....	10
4.3.6	INSTALLATIONS SANITAIRES .....	11
4.3.7	EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX ET DU DROIT DE GREVE.....	11
4.3.8	MISE A DISPOSITION D’EMPLACEMENTS OU DE LOCAUX .....	11
<b>5.</b>	<b>PROTECTION PHYSIQUE ET PROTECTION DE L’INFORMATION.....</b>	<b>11</b>
5.1.	REGLES D’ACCES AU CESTA .....	11
5.1.1	PRINCIPES GENERAUX.....	11
5.1.2	DEMANDE D’AUTORISATION D’ACCES .....	12
5.1.3	REFUS / RETRAIT DES DROITS D’ACCES .....	12
5.2.	HORAIRES DE TRAVAIL .....	12
5.2.1	HORAIRE COLLECTIF.....	12
5.2.2	HORAIRES SPECIFIQUES .....	13
5.3.	CIRCULATION DANS LE CENTRE.....	13
5.3.1	PIETONS.....	13
5.3.2	VEHICULES .....	13
5.3.3	STATIONNEMENT DES VEHICULES EN DEHORS DES JOURS OUVRABLES .....	14
5.4.	ENTREE, UTILISATION ET SORTIE DE MATERIELS SENSIBLES .....	14
5.5.	ENTREE ET SORTIE DE TOUS LES AUTRES MATERIELS .....	15
5.5.1	DEMANDE D’ENTREE OU DE SORTIE DE MATERIELS .....	15
5.5.2	CONTROLES DE LA FLS .....	15
5.6.	SECURITE INFORMATIQUE.....	15

<b>6.</b>	<b>HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL .....</b>	<b>16</b>
6.1.	LEGISLATION SOCIALE ET DROIT DU TRAVAIL.....	16
6.2.	HABILITATION PROFESSIONNELLE .....	17
6.3.	MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET SECURITE.....	17
6.3.1	PROTECTION CONTRE LE RISQUE INCENDIE .....	18
6.3.2	PROTECTION CONTRE LE RISQUE ELECTRIQUE .....	19
6.3.3	PROTECTION CONTRE LE RISQUE MANUTENTION ET LEVAGE .....	19
6.3.4	PREVENTION DU RISQUE CHIMIQUE.....	19
6.3.5	PREVENTION DU RISQUE LASER .....	20
6.3.6	PREVENTION DU RISQUE D'ANOXIE.....	20
6.3.7	PREVENTION DU RISQUE PYROTECHNIQUE.....	20
6.3.8	PREVENTION DU RISQUE AMMONIAC .....	21
6.3.9	PREVENTION DU RISQUE LEGIONELLOSE .....	22
6.3.10	PREVENTION DU RISQUE DE CHUTE .....	22
6.3.11	PROTECTION CONTRE LE RISQUE RADIOLOGIQUE.....	23
6.4.	SUIVI MEDICAL .....	23
6.4.1	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES VIS-A-VIS DE L'EXPOSITION AUX RAYONNEMENTS IONISANTS.....	24
6.4.2	ALCOOLISME, TABAGISME ET TOXICOMANIE .....	24
6.5.	DISPOSITIONS EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT .....	24
6.5.1	DISPOSITIONS EN CAS D'URGENCE.....	24
6.5.2	ACCIDENT DU TRAVAIL ET SOINS D'URGENCE.....	24
6.5.3	ALARME EVACUATION OU CONFINEMENT .....	25
6.6.	GESTION DES DECHETS .....	25
6.7.	AMIANTE, PYRALENE, SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES .....	25
	LISTE DES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES .....	26

# 1. GLOSSAIRE

AS	Animateur de Sécurité
ASSI	Agent de Sécurité des Systèmes d'Information (niveau Direction)
ASSI-U	ASSI de l'unité CEA pilote du contrat
BACO	Bureau des Affaires COMmerciales
BI	Bon d'Intervention
CACES	Certificat d'Aptitudes à la Conduite d'Engins en Sécurité
CACS	Correspondant de l'Agent Central de Sécurité
CAEAR	Commission d'Acceptation des Entreprises dans le domaine de l'Assainissement Radioactif
CAS	Cadre Animateur Sécurité
CB	Chef de Bâtiment
CD	Confidentiel Défense
CDC	Cahier Des Charges
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique
CEEI	Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes
CEFRI	comité français de Certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnement Ionisant.
CESTA	Centre d'Etudes Scientifiques et Techniques d'Aquitaine
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CI	Chef d'Installation
CO	Chargé d'Opération
DAM	Direction des Applications Militaires
DAT	Demande d'Autorisation de Travail
DATI	Dispositif d'Alarme pour Travailleur Isolé
DEV	Département Etudes et Validation
DIA	Département Intégration des Armes
DLP	Département Lasers de Puissance
DLG	Département Logistique et Gestion
DTA	Dossier technique amiante
EEI	Entreprises Extérieures Intervenantes
EPI	Equipement de Protection Individuel
FLS	Formation Locale de Sécurité
HT	Haute Tension
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
II-INB	Installation Individuelle d'Installation Nucléaire de Base
INBS	Installation Nucléaire de Base Secrète
IPC	Inspection Préalable Commune
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur Sécurité d'Installation
NIG	Note d'Information Générale
ONF	Office National des Forêts
PCR	Personne Compétente en Radioprotection
PCS	Poste de Commande de Sécurité
PP	Plan de prévention
RDO	Réseau de Diffusion d'Ordre
SD	Secret Défense
SDET	Service Dimensionnement et Essais Thermomécaniques
SGDN	Secrétariat Général de la Défense Nationale
SLIL	Service Ligne Intégration Laser
SPR	Service de Protection contre les Rayonnements ionisants
SST	Service de Santé au Travail
STL	Service Technique et Logistique
TAR	Tour AéroRéfrigérante
TEE	Terrain d'Expérimentation Extérieur
VRD	Voiries et Réseaux Divers

## 2. DOCUMENTS DE REFERENCE

- Règlement Intérieur du CESTA (en vigueur depuis le 01.02.2003).
- Cahier des dispositions applicables aux marchés passés par le CEA – édition de novembre 1997 – article 32.2.3.
- Circulaire DRT N° 5.83 du 15.03.1983.
- Code du Travail article R.4228 1 à 37, restauration hébergement.
- Code Pénal : article 323-1, articles 411-4 à 411-8, 413-7, 413-9 à 413-12, protection de l'information.
- Décret 92-158 du 20.02.1992, plans de prévention.
- Décret 2003-1254 du 23.12.2003, prévention du risque chimique.
- Décret 2004-924 du 01. 09. 2004, travaux en hauteur.
- Décret 2006-1386 du 15.11.2006, interdiction de fumer.
- Décret 2003-296 du 31.03.2003, rayonnement ionisant.
- Décret 2007-1570 du 05.11.2007 modifiant le décret 2003-296 précité, rayonnement ionisant.
- Décret 97-137 du 13.02.1997 – article 45-1, rayonnement ionisant.
- Directives DAM protection des systèmes d'information – réf. DPPSI du 08.06.2004.
- Règles de sécurité des systèmes d'information applicables au CESTA.
- Loi 91-1414 du 31.12.1991, principes généraux de prévention.
- Loi 2001-1062 du 15.11.2001 – article 27, traitement de l'information.
- NIG 469 du 10.07.2001.
- Règles Générales de Radioprotection du CEA – MR/DPSN/SSR/RP/Ins/4.2/2004 du 20.08.2007.
- Protocole Collège Entreprises Extérieures Intervenantes - réf. SYQ 200 3A ZAN PRT 99000025.
- Code du travail article R 4534 126 à 130, relatif à la sécurité d'ordre électrique.
- IGI n°1300/SGDN/PSE/SSD du 25.08.2003.
- Décret n°98-608 du 17.07.1998, protection des secrets
- Code du Travail article R.4412-11, protection des travailleurs isolés.

## 3. PREAMBULE

Le CESTA exerce pour l'essentiel ses missions au profit de la Défense Nationale. Le personnel qui travaille sur les sites du CESTA et du TEE est tenu au respect des dispositions légales et réglementaires concernant la protection du secret. L'accès aux installations, la circulation, l'utilisation des documents et des matériels obéissent à des règles particulières.

Par ailleurs, certaines des activités exercées au CESTA et au TEE comportent des risques importants qui imposent, dans l'intérêt de chacun comme dans celui de la collectivité, des mesures de protection indispensables.

En conséquence, cette circulaire précise les règles et contraintes d'accès et d'intervention des entreprises extérieures sur les sites du CESTA et du TEE. Ces dispositions sont en partie issues du règlement intérieur du CESTA (réf 1 en page 27).

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Pour assister les entreprises dans la prise en compte de ces règles, le CESTA a mis en place un contrat spécifique avec un Cadre Animateur de Sécurité (CAS), d'un organisme extérieur spécialisé dans les domaines de la sécurité. Ce CAS anime le Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes (CEEI) et assure le déploiement de la politique sécurité définie par ce CEEI en concertation avec le CEA. Le CAS est le relais de l'Ingénieur Sécurité d'Etablissement auprès des entreprises extérieures intervenantes et l'assistant de ces dernières pour les réponses à apporter aux exigences du CESTA en matière de sécurité.

Le présent document, transmis à chaque titulaire d'un marché passé avec le CEA, est repris et commenté à la séance de formation réglementaire de sécurité « nouveaux arrivants » délivrée aux salariés des entreprises, par le Cadre Animateur de Sécurité du Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes du CESTA. Il vient également en complément des dispositions retenues lors de la visite d'Inspection Préalable Commune et à la rédaction du plan de prévention établi préalablement au démarrage des prestations en application du Décret 92 -158 du 20.02.1992.

Tout comme pour le plan de prévention, il appartient à chaque titulaire d'un marché passé avec le CESTA, de porter ce document à la connaissance de son personnel, de ses intérimaires et de ses sous-traitants. Il appartient également au titulaire de s'assurer du respect des consignes et de l'application des instructions qui sont délivrées dans cette circulaire.

## **4. GENERALITES**

Les présentes instructions concernent :

- les conditions d'accès et de séjour sur les centres du CESTA et du TEE,
- les règles de protection physique et de protection de l'information applicables sur le CESTA et le TEE,
- l'hygiène, la sécurité du travail et les conditions de travail, liées à la législation et à la réglementation du travail en vigueur.

Ces instructions peuvent être, le cas échéant, complétées par des consignes particulières de sécurité propres à chaque Site ou Installation présentant des risques spécifiques.

### **4.1. RESPONSABILITES DES ENTREPRISES**

Les dispositions prises par la Direction du CESTA ne limitent en rien la responsabilité de l'entreprise et de ses commettants notamment vis-à-vis du respect par leur personnel de la réglementation, de la législation et des règles applicables aux prestations internes. En particulier, chaque entreprise est responsable des emplacements et locaux mis à sa disposition, de la conformité des équipements, du matériel et des produits entreposés.

L'entreprise est aussi responsable de la sous-traitance passée dans le cadre de la prestation qui lui est confiée. Dans ce cas, conformément au décret 92.158 du 20.02.1992, elle doit, notamment, communiquer avant le début des travaux ou prestations, la liste nominative de l'ensemble des sous-traitants directs ou indirects, faisant ressortir les noms, raisons sociales, adresses et nature des travaux, et tous les éléments réglementaires exigés par le décret.

Les prestations, objet de la sous-traitance, doivent être clairement identifiées et faire l'objet d'un accord préalable écrit du CEA. De plus, en cours de prestation, toute évolution de la sous-traitance telle que modification des effectifs engagés ou changement de sous-traitant devra faire également l'objet d'un accord préalable du CEA et d'une mise à jour du plan de prévention. Les dispositions applicables à l'entreprise sont de fait applicables à son ou ses sous-traitants, charge à l'entreprise de s'assurer que ceux-ci ont bien été informés. L'entreprise devra fournir au CEA les éléments apportant la preuve de la connaissance de la présente circulaire.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--



## 4.2. ORGANISATION DU CENTRE

Le Centre du CESTA est implanté sur 2 sites : le site du CESTA au Barp et le site du TEE à Lugos. Ce centre est placé sous l'autorité d'un Directeur, responsable de la sécurité des personnes, de la discipline et de la gestion des installations.

Les principaux services impliqués dans la mise en place et le contrôle des prescriptions relatives aux entreprises extérieures sont :

- le Bureau des Affaires Commerciales (BACO) en charge de la mise en place des contrats, conventions et accords avec les tiers,
- le Service Technique et Logistique (STL) qui assure l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et la coordination des travaux neufs ou d'entretien des bâtiments, des installations générales, d'infrastructure et des VRD du Centre ; le STL assure également la distribution de l'énergie et de tous les fluides, la gestion des moyens de transport et la logistique du Centre,
- la Formation Locale de Sécurité (FLS) garante de la protection physique et responsable des interventions de secours telles que : incendie, inondation et accident (blessé), à ce titre, la FLS exerce un contrôle sur le personnel des entreprises,
- le Service de Protection contre les Rayonnements (SPR) chargé de la protection du personnel vis-à-vis des activités présentant des risques radiologiques ou liés à certains matériaux toxiques ; le SPR, à ce titre, exerce un contrôle sur le personnel exposé des entreprises,
- le Service de Santé au Travail (SST) qui assure la surveillance sanitaire du Centre et peut aussi dispenser des soins aux malades et aux blessés en cas d'urgence,
- l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (ISE), conseiller du Directeur en matière de sécurité et en particulier de sécurité du travail,
- le Correspondant de l'Agent Central de Sécurité (C.ACS), Officier de sécurité du CESTA et conseiller du Directeur en matière de protection de l'information,
- l'Agent de Sécurité des Systèmes d'Information (ASSI), conseiller du Directeur en matière de protection des systèmes d'information du CESTA, et entre autre, chargé du contrôle et du suivi d'application des règles d'intervention sur les réseaux et moyens informatiques du CESTA,
- le Cadre Animateur de Sécurité (CAS), salarié d'un organisme extérieur, conseiller des entreprises extérieures en matière de sécurité du travail qui assure l'interface entre les entreprises et le CEA au travers des missions qui lui sont confiées dans le cadre d'un Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes (CEEI) ; toute Entreprise titulaire d'un marché passé avec le CESTA, adhère de fait au CEEI ; cette clause est mentionnée dans les contrats des entreprises et celles-ci devront se signaler au Président du Collège ainsi qu'au CAS (réf 2 en page 27).

Par ailleurs, chacun des Services du CESTA et du TEE peut intervenir en tant que donneur d'ordre et solliciter une prestation auprès d'une ou des entreprises extérieures. En ce qui concerne les Entreprises, les acteurs principaux des Services du CEA sont :

- Le Chef d'Installation (CI), responsable de l'hygiène et de la sécurité du Service, généralement Chef du Service auquel est rattachée l'installation.
- l'Ingénieur de Sécurité (ISI) et les Animateurs de Sécurité (AS), conseillers du CI et responsables de la définition et du suivi des dispositions de sécurité du Service,
- le chef de bâtiment (CB) qui, nommé par le CI, facilite l'accès des intervenants aux locaux dont il a la charge,
- le Chargé d'Opération (CO), désigné par le Chef de Service, donneur d'ordre et responsable de la définition et du suivi de la prestation de l'entreprise

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

### **4.3. FACILITES MATERIELLES**

#### **4.3.1 TRANSPORT DU PERSONNEL**

L'entreprise assure le transport de son personnel, toutefois dans la limite des places disponibles, les salariés des entreprises extérieures peuvent bénéficier des moyens de transport collectif mis en place pour les salariés du CEA.

#### **4.3.2 ACCES AUX RESTAURANTS**

L'accès aux restaurants du CESTA et du TEE pour les salariés des entreprises extérieures est autorisé sauf objection particulière de la Direction du Centre. La tenue vestimentaire aux restaurants est la tenue de ville. Le restaurant du CESTA est ouvert à tous de 11h30 à 13h30. Pour le TEE, il convient de réserver son repas le matin avant 9h30.

Par ailleurs, un réfectoire, au bâtiment 51, est mis à disposition des salariés des entreprises extérieures intervenantes du CESTA. Ce réfectoire est accessible dans la limite des places disponibles.

Sauf autorisation particulière délivrée lors de l'établissement des plans de prévention, en dehors des restaurants et du réfectoire du bâtiment 51, la prise de repas est interdite sur tous les lieux de travail ainsi qu'à l'extérieur des bâtiments (article R.4228 1 à 37 du code du travail).

#### **4.3.3 UTILISATION DU MATERIEL CEA**

Sauf autorisation particulière du Chef d'Installation, l'utilisation de matériel ou d'Equipement de Protection Individuel (EPI) appartenant au CEA par du personnel d'entreprises extérieures est interdite. Il appartient au Chef de l'entreprise prestataire de mettre à disposition de son personnel les matériels et équipements de protection nécessaires à la réalisation de leur prestation, et à leur sécurité.

A titre exceptionnel, le CEA peut être amené à mettre à disposition de salariés d'entreprises extérieures des équipements ou des matériels. Dans ce cas, cette mise à disposition doit être formalisée dans un document signé par les deux parties, qu'il s'agisse du contrat initial, d'un avenant au contrat, du plan de prévention ou de la fiche de prêt de matériel.

L'utilisation du matériel appartenant au CEA constitue de fait une reconnaissance de sa conformité, de son parfait état d'entretien et de fonctionnement. L'entreprise doit s'assurer de l'aptitude légale et technique du personnel affecté à son utilisation. Le matériel doit être restitué en parfait état.

Les machines, équipements et matériels appartenant au CEA sont destinés exclusivement à la réalisation des objectifs fixés par celui-ci, et ne sauraient être utilisés pour des besoins privés.

Concernant les Dispositifs Autonomes de Travailleur Isolé (DATI), la FLS tient à disposition des personnels concernés, des moyens de communication adaptés à la configuration du centre. Les conditions d'obtention et de restitution de ces moyens sont à définir avec le représentant du CI lors de l'élaboration du plan de prévention ou du bon d'intervention et à mettre en œuvre avec la FLS. Le prêt d'un DATI à du personnel d'entreprise extérieure doit être formalisé dans une fiche de prêt de matériel.

#### **4.3.4 EAU - ELECTRICITE**

Sauf spécification contraire, dans l'enceinte du Centre, l'eau et l'électricité sont fournies gratuitement par le CEA pour les besoins des chantiers et des installations. Les points de raccordement aux réseaux sont indiqués à l'entreprise par les représentants du STL ou par les correspondants désignés par les Chefs d'Installation.

#### **4.3.5 TELEPHONE ET RESEAU INFORMATIQUE**

Sous réserve du respect de la réglementation relative à la protection du secret, l'entreprise peut demander au CEA un branchement téléphonique et un raccordement au réseau informatique du Centre.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Cette mise à disposition de moyens prévus dans le cahier des charges de consultation doit être négociée à la mise en place du marché de la prestation (voir également paragraphe 5.6).

#### **4.3.6 INSTALLATIONS SANITAIRES**

Conformément à l'article R 237-16 du Décret 158 du 20.02.1992, les installations sanitaires sont mises à la disposition des entreprises extérieures qui travaillent sur le Centre.

L'utilisation ou la fréquentation de ces lieux doit se faire dans le respect des règles de bon usage.

#### **4.3.7 EXERCICE DES DROITS SYNDICAUX ET DU DROIT DE GREVE**

L'exercice des droits syndicaux et du droit de grève s'exerce selon les modalités législatives réglementaires. En cas de grève, l'entreprise est tenue d'informer le CEA des revendications de son personnel, du résultat de la procédure de conciliation et éventuellement de celui de l'arbitrage. L'entreprise se doit également d'assurer le maintien des mesures de sécurité de son propre chantier et la conservation du matériel qui lui est confié ou des fournitures en cours d'installation. Elle soumet au CEA les dispositions qu'elle se propose d'appliquer à cet effet.

#### **4.3.8 MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS OU DE LOCAUX**

L'entreprise de maintenance ou de logistique sous contrat pluriannuel, peut être autorisée à utiliser des locaux mis à sa disposition par le CEA. Elle se conforme dans ce cas aux règles particulières indiquées dans le CDC. Le Service Technique et Logistique est en particulier responsable des locaux mis à disposition des Entreprises aux bâtiments 50, 51 et 54 (réf 3 en page 27). Elle respecte les exigences rappelées en matière de stockage et d'élimination des déchets, ainsi que les règles d'hygiène propres aux parties communes de la zone (réfectoire et sanitaires).

Concernant les activités de chantier, sous réserve de l'accord du Chef d'Installation concerné, l'entreprise pourra éventuellement implanter des moyens spécifiques nécessaires à sa prestation. Les conditions et limites d'implantation de ces moyens seront précisées lors de l'établissement du plan de prévention.

### **5. PROTECTION PHYSIQUE ET PROTECTION DE L'INFORMATION**

#### **5.1. REGLES D'ACCES AU CESTA**

##### **5.1.1 PRINCIPES GENERAUX**

Le centre du CESTA constitue une zone protégée au titre de l'article 413-7 du Code pénal. L'accès en est donc, par principe, interdit sauf autorisation du C.ACS.

Deux cas de figures sont à envisager selon que la personne fait l'objet d'une habilitation ou non. En effet, seules les personnes habilitées sont autorisées à circuler librement sur le CESTA. Les individus non habilités devront faire l'objet d'un encadrement permanent par un salarié CEA habilité ou un salarié habilité d'une EEI (accrédité par le C.ACS à être accompagnant) qui devront s'assurer qu'il ne puisse avoir connaissance d'informations classifiées, même de façon fortuite.

Les demandes de badge font l'objet d'un dépôt de demande auprès des services utilisateurs concernés par les prestations (réf 4 en page 27).

- La personne habilitée et amenée à venir régulièrement sur le Centre se voit remettre un badge nominatif rouge de niveau CD ou SD, valable le temps de la prestation dans la limite d'un an, dont le port est obligatoire et apparent. Sa circulation sur le Centre est autorisée mais l'accès aux îlots (zones à accès restreint) est soumis à l'autorisation du Chef d'Installation concerné.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

- La personne habilitée, dont la venue sur le CESTA n'est pas fréquente, disposera d'un badge rouge CD ou SD qui lui sera remis à son arrivée au poste de garde et qu'il devra rendre à sa sortie.
- La personne non habilitée se voit remettre un badge T vert qui est à rendre au poste de garde à la sortie. La circulation autonome sur le CESTA est interdite, l'encadrement est permanent.

Les personnels doivent signaler immédiatement à la FLS toute perte du badge ainsi que sa récupération le cas échéant. Si le badge a été perdu à l'extérieur de l'établissement, son titulaire doit en déclarer la perte auprès de la gendarmerie ou du commissariat de police du domicile ou du lieu de mission. Il remet à la FLS copie de la déclaration.

Les autorisations d'entrée sur le Centre ne donnent accès qu'aux locaux où s'exercent les interventions. Elles impliquent le respect des règles générales de discipline applicables aux salariés du CEA et celles propres aux conditions d'intervention de l'entreprise dont les principales sont rappelées dans la notice d'Hygiène et de Sécurité (réf 5 en page 27). Le manquement à ces règles peut entraîner le retrait immédiat et sans recours de l'autorisation d'entrée.

### **5.1.2 DEMANDE D'AUTORISATION D'ACCES**

Quinze jours avant l'entrée en vigueur du marché et pour toute arrivée de personnel, le responsable de l'entreprise adresse au Chef d'Installation ou le cas échéant au STL la liste des salariés chargés de l'exécution des prestations pour l'obtention des autorisations d'accès au Centre.

Cette liste mentionnera les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, adresse et qualification des agents que l'entreprise affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'emploi de salariés intérimaires, par l'entreprise ou ses sous-traitants, celle-ci s'engage à présenter au Chef d'Installation, en complément des éléments ci-dessus, le contrat d'intérim de chaque salarié.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés soient munis de l'autorisation d'accès afin que l'entreprise puisse faire face à ses obligations.

### **5.1.3 REFUS / RETRAIT DES DROITS D'ACCES**

L'entreprise s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, toute personne dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le laissez-passer d'un salarié de l'entreprise. Dans ce cas, il notifiera sa décision à l'entreprise, sans préavis et sans motivation, sans que cette dernière puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues dans le marché.

L'entreprise devra avertir le chargé de travaux du STL ou le Chef d'Installation concerné avant tout retrait d'un de ses salariés normalement affecté à l'exécution du marché.

## **5.2. HORAIRES DE TRAVAIL**

### **5.2.1 HORAIRE COLLECTIF**

L'horaire collectif de travail au CESTA correspond à la plage horaire allant de 7h55 à 16h35.

Sauf cas particulier prévu au contrat passé avec le CEA (ménage, livraisons alimentaires...), les entreprises extérieures peuvent pénétrer sur le site à partir de 7h30, et y travailler jusqu'à 17h30.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Néanmoins, pendant le ¼ d'heure qui précède et qui suit l'horaire collectif de travail, le franchissement de l'entrée pourra être interdit au personnel des entreprises.

Cette sujétion ne peut, en aucun cas, permettre à l'entrepreneur d'obtenir une indemnité ou une modification de son contrat.

L'accès des entreprises au TEE n'est autorisé qu'à partir de 8 h, et jusqu'à 16 h 30.

L'entreprise est informée en temps utile des jours de fermeture du Centre et doit s'y conformer.

### **5.2.2 HORAIRES SPECIFIQUES**

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux salariés qui interviennent dans l'établissement dans le cadre des astreintes à domicile et des permanences pour motifs de sécurité.

Dans le cadre d'un contrat pluriannuel, les salariés amenés à travailler dans l'établissement en dehors des heures ouvrables doivent disposer d'une autorisation du Directeur, valable 1 an. La Demande d'Autorisation de Travail (DAT) doit être renouvelée par le service utilisateur chaque année. Les intervenants doivent être signalés à la FLS, la veille de leur intervention au plus tard, par leur correspondant CEA qui aura reçu l'accord de la Direction.

En dehors des contrats pluriannuels, les salariés amenés à intervenir en dehors de l'horaire collectif de travail pour des raisons justifiées de sécurité ou d'obligation de continuité de conduite d'intervention, doivent disposer d'une autorisation d'intervention délivrée pour la durée de l'intervention. Les intervenants doivent être signalés à la FLS, la veille de leur intervention au plus tard, par leur correspondant CEA qui aura reçu l'accord de la Direction.

L'autorisation de travailler en dehors des horaires CEA ne pourra être accordée que si la sécurité des personnes et des biens reste correctement assurée dans le respect des dispositions du décret 92-158 du 20.02.1992.

Par ailleurs, en fonction de conditions climatiques particulières, le CESTA pourra proposer des aménagements d'horaires adaptés à la pénibilité des postes de travail. Ces dispositions appliquées dans le cadre réglementaire, feront l'objet d'instructions particulières adaptées à la situation du moment.

## **5.3. CIRCULATION DANS LE CENTRE**

### **5.3.1 PIETONS**

Pour les piétons, seuls doivent être empruntés les voies et chemins aménagés.

Pour des raisons de sécurité, il est interdit de :

- cheminer en forêt,
- cheminer sur les dalles recouvrant les caniveaux,
- emprunter les zones de circulation réservées aux engins de manutention,
- pénétrer sur les chantiers balisés.

### **5.3.2 VEHICULES**

L'entrée sur le Centre des véhicules personnels ou de service est contrôlée et réglementée.

Sont prioritaires :

- les véhicules transportant des matières dangereuses, ou des engins en contenant, signalés par le balisage approprié et éventuellement par gyrophare orange,
- les véhicules d'intervention, lorsqu'ils font usage de leurs avertisseurs sonores et lumineux.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

La circulation de tous les véhicules est soumise aux dispositions du Code de la route et aux consignes particulières du Centre. Les infractions peuvent être sanctionnées par une exclusion immédiate et définitive du conducteur.

Les véhicules ne répondant pas aux prescriptions du code de la circulation routière telles que les nacelles automotrices, les chariots automoteurs ou certains engins agricoles, doivent être déplacés sur remorques ou circuler sous escorte autorisée par la FLS.

La circulation sur les chemins de ronde est interdite sauf autorisation de la FLS.

Les salariés ne doivent utiliser que les aires de stationnement aménagées à cet effet, en respectant la signalétique au sol. Ils ne doivent pas stationner devant les entrées des bâtiments et sur les places identifiées et signalées réservées aux interventions des véhicules de secours et aux personnes à mobilité réduite.

Pour des raisons de sécurité, les véhicules ne doivent pas stationner moteur en marche, même pour un temps très court. Pour les mêmes raisons, les véhicules doivent être orientés de façon telle que les gaz d'échappement ne soient pas dirigés vers la forêt. Tout véhicule devant pouvoir être déplacé rapidement, il convient de maintenir la portière côté conducteur déverrouillée et de laisser la clé de contact dans sa serrure.

Les personnels sont invités à ne pas laisser d'objets personnels dans leur véhicule. En cas de disparition de matériel ou d'objet personnel, le CEA déclinera toute responsabilité.

### **5.3.3 STATIONNEMENT DES VEHICULES EN DEHORS DES JOURS OUVRABLES**

La FLS doit être informée de tout véhicule restant sur le centre après 20h00 et en dehors des jours ouvrables. Les clefs du véhicule doivent être remises au chef de brigade FLS sous enveloppe en mentionnant le nom du propriétaire, le lieu de stationnement et le numéro minéralogique du véhicule.

Le CESTA décline toute responsabilité en ce qui concerne les vols ou les dégâts que le véhicule pourrait subir du fait d'un tiers pendant son séjour sur le centre.

## **5.4. ENTREE, UTILISATION ET SORTIE DE MATERIELS SENSIBLES**

L'introduction, la sortie, la détention et l'utilisation d'appareils d'enregistrement photographiques, vidéo, sonores et de matériels informatiques (caméras, émetteurs-récepteurs de radio, ordinateurs portables, clé USB, graveur de CD ROM, et d'une façon générale de tout appareil permettant un enregistrement), sont interdites, sauf autorisation du C.ACS. Cette autorisation doit être présentée à l'entrée et à la sortie dudit matériel.

L'entrée des téléphones portables avec ou sans appareil de prise de vue intégrée est soumise à autorisation pour les salariés d'EEI titulaires d'un badge nominatif permanent du CESTA. Pour les autres personnels d'EEI, elle reste strictement interdite (note CEA/CESTA/DIR/C.ACS DO 1091 du 29.09.2004).

L'usage de téléphones portables est interdit sur le CESTA :

- dans les zones réservées et les zones réservées renforcées,
- dans les salles de réunion,
- dans les zones pyrotechniques.

## **5.5. ENTREE ET SORTIE DE TOUS LES AUTRES MATERIELS**

### **5.5.1 DEMANDE D'ENTREE OU DE SORTIE DE MATERIELS**

Les matériels appartenant au CEA ou aux EEI ne peuvent sortir du Centre que s'ils sont accompagnés d'une pièce administrative signée par l'autorité habilitée, responsable desdits matériels, ou

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

de son représentant accrédité. Le CEA pourra effectuer à tout moment, une vérification de la conformité par rapport à cette liste du matériel entrant et sortant du site, qu'il soit dans les véhicules de l'entreprise ou transporté par son personnel. Le matériel non répertorié pourra être saisi par la FLS s'il n'a pas fait l'objet d'une « demande particulière de sortie de matériel » signée par les responsables désignés.

Les entreprises peuvent faire acheminer sur le Centre par transport routier les matériels et les matériaux destinés à l'exécution de leurs travaux. Afin d'éviter les confusions à l'arrivée, il est recommandé de contacter le STL pour que ces livraisons soient orientées de manière appropriée et marquées d'une façon distinctive. En aucun cas, la responsabilité du Centre ne saurait être engagée pour défaut de réserves à la réception, à la suite de pertes ou dommages en cours de transport.

### **5.5.2 CONTROLES DE LA FLS**

A l'entrée et à la sortie du CESTA et du TEE, tout colis doit être présenté aux agents de la FLS qui peuvent en vérifier le contenu. En cas de contestation sur la composition du colis, l'agent de la FLS peut exiger, contre reçu, le dépôt des objets litigieux. Tout objet litigieux est gardé en dépôt à la FLS jusqu'à décision du Directeur du Centre. Le reçu remis au possesseur de colis ou d'objets gardés ou déposés sera exigé à l'occasion de la restitution.

La direction peut faire procéder à des vérifications visuelles des bagages et des véhicules pour des raisons de sécurité ou en cas de vols de biens appartenant au CEA.

Pour des raisons de sécurité, il peut être procédé à des fouilles en respectant les dispositions de la circulaire DRT N° 5.83 du Ministre délégué aux affaires sociales chargé du travail, en date du 15.03.1983, ainsi que les dernières directives ministérielles définies notamment par l'article 27 de la loi 2001-1062 du 15.11.2001.

En cas de refus de présentation ou de dépôt, la personne ne pourra pas pénétrer sur le site.

## **5.6. SECURITE INFORMATIQUE**

Les règles générales de sécurité informatique sont rappelées dans le mémento des règles de sécurité applicables au CESTA, lequel fait référence en particulier aux documents « Directives DAM sur la protection des systèmes d'information » (réf. D2PSI du 08 juin 2004) et NIG 469 du 10.07.2001 (réf 6 en page 27). La spécificité des accès accordés aux salariés des entreprises extérieures y est décrite.

Ainsi :

- le fait d'accéder ou de se maintenir frauduleusement dans un système de traitement automatisé de données constitue un délit (art 323-1 du Code pénal),
- l'utilisation à des fins personnelles du matériel mis à disposition par le CESTA est interdite.

Sont également interdits :

- l'utilisation, la diffusion, la reproduction de logiciels pour lesquels les licences n'auraient pas été acquittées,
- la connexion non autorisée à un réseau du centre, la modification des configurations informatiques mises à disposition,
- le bris des scellés de sécurité apposés sur les postes informatiques de travail,
- la connexion à des réseaux ouverts par l'intermédiaire du réseau téléphonique,
- la connexion sur un réseau en utilisant l'identité et/ou les droits d'une tierce personne, la transmission à une tierce personne de mots de passe permettant l'accès direct ou indirect à des informations.

L'accès au(x) réseau(x) informatique(s) au CEA peut être délivré aux agents des entreprises extérieures à partir du moment où ce besoin a été identifié dans le contrat (marché à clauses de sécurité).

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Dans ce cas, l'entreprise désigne un correspondant privilégié vis-à-vis de l'ASSI-U de l'unité CEA contractante et de l'ASSI de Centre. A chaque modification des droits d'accès (en particulier pour tout départ), une information sera adressée à l'ASSI-U. Tout agent devant avoir accès à un des réseaux du CEA, devra être reçu par l'ASSI-U pour être sensibilisé à la problématique de la Sécurité des Systèmes d'Information et pour recevoir un exemplaire de la charte. La signature d'une attestation de reconnaissance de responsabilité conclura cette sensibilisation.

Si, pour ses besoins propres, l'entreprise a besoin d'accéder à Internet, une demande pourra être adressée à l'ASSI. Si cette demande est acceptée, une liaison spécifique sera réalisée dans un local dédié (i.e. sans accès à l'un des réseaux du CEA), à charge pour l'entreprise de s'adresser à un fournisseur d'accès internet. Tout matériel équipé de mémoire sera déclaré à l'ASSI ou au C.ACS. La sortie de ce matériel sera conditionnée par la récupération de la part du CEA de toutes les mémoires rémanentes.

## **6. HYGIENE ET SECURITE DU TRAVAIL**

### **6.1. LEGISLATION SOCIALE ET DROIT DU TRAVAIL**

L'entreprise applique l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en matière de droit du travail et de législation sociale, y compris les droits syndicaux, ainsi que les obligations en résultant en matière d'Hygiène et de Sécurité.

En particulier, en application du décret 92-158 du 20.02.1992, elle doit participer à la réunion d'Inspection Préalable Commune (IPC) des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à disposition. Elle doit également procéder en commun avec l'ensemble des autres Chefs d'entreprises à l'analyse des risques d'interférence entre les activités.

L'entreprise prestataire est tenue de participer à l'élaboration du Plan de Prévention (PP) (réf 7 et 8 en page 27) et du Bon d'Intervention (BI) (réf 9 en page 27). Aucune intervention sur le CESTA n'est autorisée sans accord préalable du CESTA, formalisé à travers un BI signé par le CI concerné ou par son représentant.

En fonction des besoins, le plan de prévention et le bon d'intervention seront complétés :

- de permis de fouille (terrassement) accompagnés des plans de passage des canalisations enterrées délivrés par le STL,
- de protocole de chargement et déchargement,
- de permis de feu, pour les zones et activités à risque incendie, accompagnés des consignes particulières du STL et de l'ONF pour les zones boisées,
- d'une demande d'inhibition d'alarme incendie ou d'alarme anoxie,
- d'une demande de consignation électrique,
- d'avenants ou de révisions du plan de prévention initial

Aucune prestation ne peut être réalisée sur le CESTA sans l'établissement d'un BI a minima.

A l'intérieur de ses établissements, le CEA se réserve le droit de s'assurer du respect par l'entreprise des lois et règlements en vigueur, sans préjudice de l'entière responsabilité du chef d'entreprise.

Pour permettre au CEA de respecter ses obligations légales en matière d'Hygiène et de Sécurité, l'entreprise s'engage à adresser un relevé mensuel des accidents du travail survenus à son personnel au cours des travaux effectués sur le Centre ainsi que des suites éventuelles de ces accidents. Ces informations sont à transmettre au Cadre animateur de Sécurité (CAS) du Collège des Entreprises Extérieures conformément aux prescriptions du § 8.4.4 du protocole de ce même collège (référéncé SYQ 200 3A ZAN PRT 99000025).

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--



## 6.2. HABILITATION PROFESSIONNELLE

L'entreprise tient à la disposition de la Direction du CESTA, préalablement à l'exécution des marchés, les attestations de formation et les habilitations en sécurité requis pour tous les salariés amenés à intervenir sur le site (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signale toute modification intervenant en cours d'année.

L'entreprise reconnaît que la responsabilité du CEA ne saurait être engagée du fait de dommages résultant d'une action ou omission de salarié de l'entreprise dépourvu d'habilitation.

## 6.3. MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET SECURITE

La prévention et l'évaluation des risques, des accidents du travail et des maladies professionnelles sont l'objet de l'attention permanente du Directeur du CESTA, des chefs d'installations, du CHSCT, des responsables hiérarchiques et de tous les salariés.

Elles requièrent de la part de chaque personne travaillant sur les sites du CESTA et du TEE, le strict respect des prescriptions générales applicables en matière d'hygiène et de sécurité.

La prévention repose sur le respect :

- des dispositions du règlement intérieur,
- des prescriptions réglementaires relatives à la sécurité du travail,
- des prescriptions spécifiques à un environnement de travail définies par l'étude de sécurité,
- des consignes générales de sécurité,
- des consignes particulières relatives à l'accès à une installation, un bâtiment, un laboratoire, un local, un équipement, un produit,
- des consignes particulières relatives à des risques spécifiques. Ces consignes, écrites, font l'objet d'une formation ou information, d'un affichage et d'une notification aux intéressés concernant les caractéristiques propres des installations,
- des procédures particulières et des modes opératoires pour la maintenance d'une installation ou pour l'exécution d'un travail. Ces procédures sont présentées et définies lors de l'établissement des plans de prévention.

A l'entrée de chaque installation sont affichés les principaux risques susceptibles d'être présents.

Toute personne circulant ou travaillant sur le centre est tenue de se conformer aux règles et aux consignes en vigueur dans les installations.

Toute personne circulant ou travaillant dans l'établissement est tenue de respecter le balisage en place dans les installations ; la signalisation relative à l'hygiène et à la sécurité, les cheminements d'évacuation, et les issues de secours.

Les locaux ou zones de travail présentant des risques (électrique, rayonnement ionisant, laser, explosif, manutention, anoxie, ammoniac...) sont signalés par des pictogrammes figurant sur des panneaux, à chaque point d'accès. Les zones pyrotechniques sont signalées par des panneaux « enceintes pyrotechniques » et éventuellement par des feux tricolores posés à l'entrée des routes d'accès. Ils donnent une information sur l'état de l'activité pyrotechnique et la possibilité ou non d'accéder aux bâtiments.

A l'intérieur de ces locaux ou zones, les postes de travail font l'objet d'une signalisation renforcée (panneau, feu clignotant, balise...) mettant plus précisément le personnel en garde contre les risques résultant des travaux exécutés.

La présentation des pictogrammes et de la signalétique particulière des zones à risques est faite par le CAS aux intervenants lors de la formation « nouveaux arrivants » et rappelée lors de l'inspection

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

préalable commune et de l'établissement du Bon d'Intervention par le Chef d'Installation ou son délégué.

Concernant le risque foudre, le CESTA et le TEE sont sous surveillance météorologique. En cas d'alerte orage, certaines activités sont suspendues. L'information est transmise par diffusion d'un message d'alerte orageuse émise par la FLS sur le Réseau de Diffusion d'Ordre (RDO) et relayée par les responsables de sécurité des zones impliquées. En particulier, pour les zones à risque pyrotechnique, les activités sont systématiquement suspendues en cas d'alerte orage.

### 6.3.1 PROTECTION CONTRE LE RISQUE INCENDIE

#### *Obligation :*

Les entreprises doivent prendre les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie et en particulier être équipées des extincteurs conformes et appropriés à leurs interventions. Les intervenants doivent être formés à l'utilisation de ces extincteurs.

Pour les travaux par points chauds, un permis de feu doit être délivré préalablement et systématiquement par le Chef d'Installation ou par son représentant, et visé par la FLS.

#### *Interdiction :*

- d'accumuler sans nécessité des produits combustibles : cartons, emballages....,
- de déposer quoi que ce soit de gênant dans ou près des dégagements ou issues,
- d'allumer un feu à l'extérieur des bâtiments sans permis de feu délivré par la FLS,
- de circuler en forêt.

#### *Il est rappelé que chacun est tenu :*

- de ne pas gêner l'accès aux extincteurs, aux postes d'incendie et aux postes électriques,
- de prévenir la FLS :
  - en cas d'utilisation des extincteurs du CEA afin qu'ils soient immédiatement remis en état de fonctionner. Chaque salarié doit respecter les consignes établies dans les bâtiments et sur les installations,
  - en cas de dépose ou de déplacement des extincteurs, des postes d'incendie, de toute transformation d'installation modifiant les moyens de prévention du risque incendie,
  - en cas de travail par points chauds (permis de feu et inhibition des systèmes de détection).
- d'assister aux séances d'entraînement à l'utilisation des extincteurs que le CEA pourrait leur proposer,
- de participer aux exercices d'évacuation programmés sur les bâtiments dans lesquels ils interviennent

### 6.3.2 PROTECTION CONTRE LE RISQUE ELECTRIQUE

Toutes les interventions ou travaux effectués sur ou au voisinage des ouvrages électriques doivent être réalisés selon les prescriptions du Code du travail article R4534 126 à 130. Toute anomalie ou dysfonctionnement d'un matériel électrique doit être signalé sans délai au poste téléphone 13 et à l'Ingénieur Sécurité de l'Installation.

Les travaux électriques doivent être réalisés par le seul personnel habilité pour la nature des travaux à entreprendre, après mise en œuvre de la procédure de consignation de réseau (réf 10 en page 27). Les interventions sont limitées aux seuls travaux, interventions et manœuvres précisés par l'habilitation.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Seuls les salariés CEA ou entreprises formés et habilités sont autorisés à effectuer des manœuvres ou des consignations.

Les appareils devant rester sous tension en dehors des heures de travail pour nécessité de service doivent être munis d'une signalisation (pancarte) « NE PAS COUPER- APPAREIL EN SERVICE ».

Pour les travaux Haute Tension (HT) sur le poste 225 kV, seule l'entreprise chargée d'exploitation est habilitée à effectuer des manœuvres ou des consignations.

Aucun engin ne devra travailler sous ou à proximité de lignes électriques afin d'éviter qu'une partie quelconque de l'engin, y compris les câbles de levage, puisse se trouver à moins de 5 mètres de conducteurs sous tension. En proximité de lignes électriques un représentant qualifié de l'entreprise devra, pendant toute la durée du travail, veiller à la bonne observation de cette prescription.

Les déplacements d'engin de moins de 4 mètres de hauteur doivent impérativement emprunter les routes normales du centre. Lorsque la hauteur des engins à déplacer est supérieure à 4 mètres, l'itinéraire est défini entre l'entrepreneur et le responsable désigné du STL de façon à éviter les contacts avec les conducteurs sous tension. En cas de nécessité de passage à moins de 5 mètres de conducteurs sous tension, une coupure de courant avec mise à la terre sera pratiquée (interdiction formelle de soulever les conducteurs au passage d'engin).

### **6.3.3 PROTECTION CONTRE LE RISQUE MANUTENTION ET LEVAGE**

L'utilisation d'un matériel de levage ou de manutention est strictement réservée au personnel titulaire d'une habilitation.

L'utilisation d'un matériel de levage ou de manutention appartenant au CEA est interdite au personnel d'entreprise extérieure, sauf autorisation particulière délivrée par le Chef d'Installation et prévue contractuellement.

Il est rappelé en particulier :

- que l'enlèvement ou la neutralisation d'un dispositif de protection des machines ou équipements constitue une faute au sens de la Convention de travail du CEA,
- que toute intervention sur une machine, soit par un salarié travaillant sur celle-ci, soit par une personne spécialisée, est soumise au respect des consignes prévues à cet effet,
- que les consignes apposées dans tous les lieux de travail, à proximité de l'outillage, sur les machines-outils et engins divers (ponts roulants, ascenseurs, grues, etc.) doivent être strictement observées,
- que l'habilitation de conduite d'engin délivrée par l'employeur, aux intervenants, doit être accompagnée de l'attestation de formation CACES correspondante.

### **6.3.4 PREVENTION DU RISQUE CHIMIQUE**

Conformément aux prescriptions du décret chimie référencé 2003-1254 du 23.12.2003, avant toute introduction sur le centre et utilisation d'un produit chimique, chaque utilisateur doit :

- recevoir une formation ou une information sécurité adaptée,
- informer son interlocuteur CEA des quantités et caractéristiques du produit,
- être en possession de la fiche de données de sécurité du produit et de la notice technique d'utilisation, en avoir pris connaissance et en avoir communiqué un exemplaire au SST, et à l'ISI de l'installation,
- vérifier que l'étiquetage est conforme au produit,
- s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité (captage des vapeurs),

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

- s'équiper des protections individuelles adéquates si besoin (gants, masque facial, protection des voies respiratoires, tenue de protection...),
- procéder à l'évacuation des produits superflus en liaison avec le STL,
- prévoir en liaison avec le STL, l'évacuation des effluents, déchets liquides ou solides produits.

### 6.3.5 PREVENTION DU RISQUE LASER

Sauf cas particulier, seuls les salariés formés et habilités par leur employeur et autorisés par le Chef d'Installation ont accès aux installations laser.

Le port des lunettes de protection adaptées est obligatoire.

Le salarié de l'entreprise extérieure, selon qu'il travaille sur un laser ou à proximité, devra obligatoirement présenter au Chef d'Installation ou à son représentant une « habilitation laser » du niveau correspondant à son intervention, signée de son chef d'entreprise.

Le plan de prévention précisera la nature des travaux à réaliser ainsi que les personnes habilitées à les effectuer.

Il lui sera délivré une « autorisation de travail » (au vu des documents présentés), par le Chef d'Installation qui lui permettra de travailler sur (ou à proximité) un équipement laser nommément désigné de l'installation.

Les indications fournies par la signalisation doivent être rigoureusement respectées.

### 6.3.6 PREVENTION DU RISQUE D'ANOXIE

Les personnes ayant à travailler dans des locaux en présence de ce risque doivent obligatoirement :

- recevoir de l'installation, une information spécifique vis-à-vis de ce risque ; elle concerne les mesures d'urgence à prendre immédiatement sur le lieu de travail,
- être formées et entraînées à porter des équipements spécifiques pour évacuer, sans risque pour elles mêmes,
- porter des détecteurs individuels dans les zones à risque important qui sont définies par le Chef d'Installation.

### 6.3.7 PREVENTION DU RISQUE PYROTECHNIQUE

Les zones pyrotechniques, au CESTA et TEE, sont signalées par des panneaux « Zone pyrotechnique ».

L'accès à la zone pyrotechnique du CESTA est réglementé et contrôlé, seules les personnes autorisées peuvent y pénétrer par badgeage individuel obligatoire.

Le salarié doit scrupuleusement respecter la signalisation et les différentes consignes affichées.

Il est interdit d'y introduire des articles de fumeur (briquet, allumettes, etc.).

Tout incident ou dysfonctionnement doit être signalé au Chef d'Installation ou à son représentant.

***L'intervenant doit :***

- se conformer aux instructions d'accès aux alvéoles,
- signaler sa présence au responsable du complexe ou du bâtiment,
- respecter les mesures relatives à la circulation de véhicules et au stationnement,
- respecter les dispositions à prendre en cas de travaux par points chauds, d'incendie ou d'explosion.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

***Il est interdit :***

- de fumer dans les zones pyrotechniques,
- de porter des feux nus (objets incandescents, ou tout autre moyen de mise à feu) sans permis de feu,
- d'accéder à des équipements de travail non répertoriés au niveau du plan de prévention,
- de procéder à des opérations non prévues par les instructions ou consignes en vigueur,
- d'emporter des matières ou objets explosibles,
- d'introduire des téléphones portables,
- de pénétrer dans un bâtiment contenant des matières ou objets explosibles sans être accompagné d'une personne compétente et autorisée.

Tout emballage de matières explosibles est signalé par un étiquetage réglementaire.

Toute personne appelée à travailler dans une zone à risque pyrotechnique doit avoir reçu les formations et informations adaptées au risque encouru et être instruit des mesures à prendre en cas d'incident ou d'accident.

En cas d'alerte orage (voir paragraphe 6.3), l'activité est suspendue et les intervenants de l'entreprise doivent se conformer aux instructions délivrées par le responsable CEA de l'activité ou par le responsable sécurité désigné de l'Installation.

Aucune introduction, sortie, transport à l'extérieur ou à l'intérieur du Centre ne peut se faire sans avoir été signalé et autorisé par le bureau transport. Les transports ne peuvent être réalisés que par du personnel formé et spécialement autorisé à cet effet.

### **6.3.8 PREVENTION DU RISQUE AMMONIAC**

Sur le CESTA l'accès aux locaux de production de froid fonctionnant à l'ammoniac est strictement réglementé. Les intervenants des EEI susceptibles de travailler dans ces locaux auront reçu une sensibilisation renforcée au risque ammoniac et a minima devront être accompagnés de personnes compétentes et autorisées.

***L'intervenant doit :***

- avoir reçu de son employeur la formation de sécurité adaptée à l'intervention,
- avoir reçu du CEA les informations nécessaires à la maîtrise du risque particulier de l'installation,
- se conformer aux instructions d'accès aux locaux,
- signaler sa présence au responsable désigné des locaux,
- respecter les consignes de sécurité prescrites et affichées à l'entrée des locaux,
- être en possession des EPI requis et les porter.

Les personnes intervenant à l'intérieur du périmètre d'influence du risque ammoniac seront préalablement sensibilisées au risque et aux dispositions de protections mises en place.

***L'intervenant doit :***

- avoir reçu du CEA la sensibilisation au risque (formation nouveaux arrivants, PP, BI...),
- avoir pris connaissance des dispositions de sécurité mises en place (confinement, messages RDO, évacuation...),
- participer aux exercices et respecter les consignes des intervenants de sécurité,

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

- respecter les consignes en cas d'alerte ammoniac.

### 6.3.9 PREVENTION DU RISQUE LEGIONELLOSE

L'accès aux Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) humides est strictement réglementé en raison du risque légionellose. Les salariés des entreprises devant intervenir sur ces tours doivent :

- avoir reçu de leur employeur, la formation réglementaire au risque légionellose,
- avoir reçu du CEA les compléments d'information aux risques particuliers des TAR du CESTA,
- être en possession d'une attestation de formation et de l'autorisation réglementaire d'intervention sur les TAR du CESTA,
- se conformer aux instructions d'accès délivrées par le représentant de l'Installation,
- être en possession et porter les EPI adaptés et en particulier le masque de protection respiratoire obligatoire pour intervenir à proximité des TAR (espace protégé et signalé).

### 6.3.10 PREVENTION DU RISQUE DE CHUTE

Le CESTA rappelle que :

- le travail en hauteur doit être réalisé sur des plateformes adaptées et sécurisées. Le travail sur échelle est interdit,
- l'emploi des protections collectives doit prévaloir par rapport à l'utilisation des protections individuelles (exemple : gardes corps/harnais),
- la réglementation relative à la mise en place, à l'utilisation et au contrôle des échafaudages doit être strictement respectée,
- les consignes de sécurité relatives aux interventions sur ou à proximité des lanterneaux doivent être scrupuleusement respectées,
- l'interdiction de circulation des engins et des piétons sur les dalles des caniveaux doit être strictement respectée,
- la circulation dans les escaliers doit se faire sans précipitation et sans entrave,
- les zones de circulation doivent être libres de tout encombrement et correctement éclairées.

Le CESTA rappelle également que la propreté des chantiers doit être un souci permanent de l'entreprise intervenante ; que les zones de travaux doivent être signalées et balisées, les trémies et les regards obturés et que l'entreposage des matériaux et matériels de chantier ne doivent pas faire obstacle à la circulation des personnes, ni au passage des moyens de secours.

- Les utilisateurs de moyens de travail en hauteur doivent être formés et autorisés par leur employeur.

### 6.3.11 PROTECTION CONTRE LE RISQUE RADIOLOGIQUE

Dans le cas où le travail demandé est exécuté dans des secteurs susceptibles d'exposer le personnel aux rayonnements ionisants, il appartient à l'entreprise de prendre toutes les dispositions utiles conformément aux textes suivants :

- Décret 2003-296 du 31 mars 2003 - *JO du 02.04.2003*  
modifié par le décret 2007-1570 du 5 novembre 2007 - *JO du 07.11.2007*.
- Règles Générales de Radioprotection du CEA – MR/DPSN/SSR/RP/Ins/4.2/2004 du 20.08.2007.

Dans le cadre de travaux d'assainissement, la certification E de l'entreprise par le Comité français de Certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnements

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

Ionisants (CEFRI) ainsi que la certification CAEAR dans le domaine correspondant à la prestation sont exigées.

L'entreprise soumet son personnel à toutes les consignes imposées par le CEA dans le domaine de la radioprotection (cf. « Règles Générales de Radioprotection du CEA »).

Elle doit en particulier, assurer la surveillance médicale de ses employés et veiller à la tenue et à la mise à jour des documents prévus par les textes précités. La fiche de poste et de nuisances approuvée par le salarié est également signée par le Service de Protection contre les Rayonnements qui donne, en tant que de besoin, toutes les consignes de sécurité applicables, et définit les formations spécifiques obligatoires (cf. « Règles Générales de Radioprotection du CEA »).

L'accès aux zones surveillées et contrôlées est soumis à l'accord préalable du Chef d'Installation concerné, formalisé dans le plan de prévention.

Lorsque les travaux sont effectués dans une zone à risque de contamination explicitement répertoriée au début des travaux, les modalités prévues par le CEA, pour le contrôle, le tri, le conditionnement et l'enlèvement des matériels, des matériaux et des déchets produits, doivent être appliquées. En particulier, les sorties de matériels, de matériaux et de déchets produits, du CEA, doivent recevoir l'autorisation préalable et exclusive du CEA. Pour les sorties des matériels appartenant à l'entreprise, une attestation de contrôle radiologique sera délivrée par le Chef d'Installation. Aucun transport de matière radioactive vers l'intérieur ou vers l'extérieur de l'établissement, ne peut se faire sans contrôle et autorisation du bureau transport et du Service de Protection contre les Rayonnements du CESTA. Toute introduction ou sortie de source doit être signalée et contrôlée (voir également réf 11 en page 27).

Conformément aux textes en vigueur, la personne compétente en radioprotection (PCR) de l'entreprise intervenante devra se mettre en relation avec le service compétent en radioprotection du CESTA (SPR).

#### **6.4. SUIVI MEDICAL**

L'entreprise prend toutes dispositions pour faire assurer sous sa propre responsabilité la surveillance médicale de son personnel conformément aux dispositions du Code du Travail (Titre IV du livre II).

Pour chaque salarié d'entreprise permanente titulaire d'un contrat pluriannuel, l'entreprise extérieure doit renseigner la Fiche de Poste et de Nuisances qui pourra lui être adressée. Cette FPN sera renseignée avec l'aide du Cadre Animateur de Sécurité et indiquera, si besoin, les risques induits par le CEA. Cette fiche fait ressortir le classement applicable vis-à-vis de la réglementation sur la protection des travailleurs contre les dangers auxquels les intervenants sont exposés.

Pour toutes les entreprises, des examens complémentaires sont éventuellement prescrits par le SST en fonction des risques particuliers induits par le CEA. Ces examens complémentaires seront indiqués au niveau du plan de prévention préalablement établi avant le début des travaux.

Dans ce cas, l'entreprise s'engage à:

- Prendre rendez-vous avec le SST avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires prescrits, ou qu'une visite médicale, précise l'aptitude au Poste de Travail,
- faire passer les examens complémentaires prescrits par le SST, pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants et à prendre tous les frais à sa charge,

Pour assurer une surveillance médicale spécifique relative aux prestations réalisées sur le CESTA, une convention médicale particulière peut être établie entre l'entreprise, sa médecine du travail et le CEA.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

#### **6.4.1 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES VIS-A-VIS DE L'EXPOSITION AUX RAYONNEMENTS IONISANTS**

Lorsque les employés d'une entreprise extérieure sont susceptibles d'être exposés à des rayonnements ionisants dans les Installations Nucléaires de Base (II-INB) et que le SST de l'entreprise ne dispose pas de l'habilitation spécifique prévue à l'article 45-1 du Décret n° 97-137 du 13.02.1997, la surveillance médicale des employés de l'entreprise de catégories A et B est effectuée par le SST du CEA. Les modalités de cette surveillance médicale sont définies dans une convention établie entre le CEA et l'entreprise, pour leur durée de présence dans le cadre du marché.

#### **6.4.2 ALCOOLISME, TABAGISME ET TOXICOMANIE**

En application du Code du travail, l'introduction et la consommation de toute boisson alcoolisée sur les lieux de travail sont interdites.

Les boissons autorisées par le Code du travail et vendues par le restaurant d'entreprise doivent être consommées sur place pendant les repas.

Il est interdit de pénétrer dans l'établissement en état d'ivresse.

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est interdit de fumer à l'intérieur des bâtiments ainsi qu'au niveau de certaines zones à risques particuliers signalés (Décret n° 2006-1386 du 15.11.2006).

L'introduction et l'usage de drogues sur le CESTA et le TEE sont strictement interdits.

### **6.5. DISPOSITIONS EN CAS D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

#### **6.5.1 DISPOSITIONS EN CAS D'URGENCE**

En cas d'accident ou de sinistre nécessitant des secours, toute personne présente sur les lieux alerte immédiatement le PC sécurité par :

- un téléphone fixe en appelant le 18,
- les téléphones rouges,
- tout autre moyen interne à disposition sur les lieux du sinistre.

#### **6.5.2 ACCIDENT DU TRAVAIL ET SOINS D'URGENCE**

L'infirmerie du Service Santé au Travail (SST) du CESTA assure, pendant les heures ouvrables, en cas d'accident ou de maladie, les premiers soins d'urgence.

Toute personne victime ou témoin d'un accident du travail, même d'apparence bénigne, doit faire appel à la FLS.

Le transport des accidentés ou des malades doit être effectué exclusivement par la FLS. Il est interdit de transporter un blessé dans un véhicule personnel, ou de service, ou d'entreprise.

#### **6.5.3 ALARME EVACUATION OU CONFINEMENT**

Certains bâtiments à risques spécifiques sont équipés d'alarme sonore modulée (selon la nature du risque) et de réseaux de diffusion d'ordre. Les salariés doivent suivre les consignes et les ordres :

- soit évacuer le bâtiment et se rendre au point de rassemblement,
- soit rester confinés dans leur lieu de travail et attendre l'ordre de se rendre au point de rassemblement prévu à cet effet.

Dans tous les cas, ils doivent suivre les trajets balisés et les panneaux correspondant au risque et se regrouper aux points de rassemblement prévus.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--



L'entreprise rend compte par écrit dès que possible des circonstances de l'incident ou de l'accident au service utilisateur, initiateur de la commande et au Cadre Animateur de Sécurité (CAS) du Collège des Entreprises Extérieures Intervenantes.

Les salariés sollicités des entreprises doivent obligatoirement participer aux exercices d'évacuation et aux différentes formations de sécurité liées aux risques spécifiques du CESTA.

## **6.6. GESTION DES DECHETS**

La gestion des déchets, notamment des déchets de chantier des EEI fait l'objet d'une instruction spécifique (réf. SYM S0821 ZAL INQ 02001335). La gestion et le suivi des déchets produits sur l'ensemble du site sont assurés par le STL. L'évacuation des déchets selon le conditionnement et la filière adaptée doit être autorisée par le responsable déchet du STL (réf 12 en page 27).

Il est formellement interdit de déverser quelque déchet que ce soit dans les réseaux d'égouts.

L'enlèvement éventuel des terres et gravats ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après autorisation du STL.

Aucun dépôt de gravats, détritiques ou matériaux ne peut être constitué, tant à l'intérieur du Centre, que dans la zone entreprise du bâtiment 51.

Les dépôts de matériels ou matériaux susceptibles de réemploi se feront sur accord du STL aux endroits désignés par le correspondant du Chef d'Installation.

## **6.7. AMIANTE, PYRALENE, SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'entreprise s'engage à ne pas introduire d'amiante, de pyralène, ou de substances et préparations dangereuses sous quelque forme et à quelque titre que ce soit dans le Centre.

Elle prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels elle est tenue de donner toutes instructions en ce sens.

En cas de manquement de l'entreprise, de son personnel ou de ses sous-traitants éventuels à cette obligation, le marché pourra être résilié par le CEA, sans préavis ni formalités juridiques ou judiciaires, aux torts de l'entreprise et sans préjudice de tous autres recours. Dans ce cas, l'entreprise ne pourra prétendre à aucune indemnité. La résiliation s'effectuera selon les modalités de l'article 32.2.3 du Cahier des Dispositions applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Novembre 1997) ou du document qui y fera suite.

Concernant le risque amiante présent sur les centres du CESTA et du TEE, le CEA tient à disposition des Entreprises, les Dossiers Techniques Amiantes (DTA) consultables auprès de chaque Installation. Ces dossiers seront impérativement analysés préalablement à l'établissement des plans de prévention dans le cas de travaux de maintenance et de rénovation de bâtiments.

SYM S0821 ZAN PRO 08000014B	Ce document est la propriété du CEA et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation
-----------------------------	--

## Liste des documents complémentaires

- |         |  |
|---------|--|
| Réf. 1  | Règlement intérieur du CESTA (consultable auprès du CAS)   |
| Réf. 2  | Protocole du Collège des EEI (consultable auprès du CAS)   |
| Réf. 3  | Règlement du bâtiment 51 (consultable auprès du CAS)   |
| Réf. 4  | Demande d'autorisation d'entrée (secrétariat du donneur d'ordre)                                 |
| Réf. 5  | Notice d'hygiène et sécurité (transmis avec le dossier de consultation)                          |
| Réf. 6  | Règles de sécurité des systèmes d'information (transmis par l'ASSI-U du donneur d'ordre)         |
| Réf. 7  | Circulaire N°4 Plans de Prévention (consultable auprès du CAS)                                   |
| Réf. 8  | Formulaires Hygiène et Sécurité (sous WORD modèles CESTA)  |
| Réf. 9  | Procédure d'établissement des BI (consultable auprès du CAS)                                     |
| Réf. 10 | Procédure de consignation déconsignation (consultable auprès du CAS)                             |
| Réf. 11 | Consignes de radioprotection applicables aux intervenants extérieurs (consultable auprès du CAS) |
| Réf. 12 | Procédures de gestion des déchets (consultables au CESTA/DLG/STL)                                |

## **DIFFUSION**

CEA/CESTA/DIR  
CEA/CESTA/DIR/CSSE  
CEA/CESTA/DIR/ISE  
CEA/CESTA/DIR/CACS  
CEA/CESTA/DIR/ASSI  
CEA/CESTA/DEV  
CEA/CESTA/DEV/SEMR  
CEA/CESTA/DEV/SDET  
CEA/CESTA/DEV/SIS  
CEA/CESTA/DIA  
CEA/CESTA/DIA/SIA  
CEA/CESTA/DIA/SCDA  
CEA/CESTA/DIA/SPMA  
CEA/CESTA/DLG  
CEA/CESTA/DLG/FLS  
CEA/CESTA/DLG/SPR  
CEA/CESTA/DLG/SRHF/BACO  
CEA/CESTA/DLG/SST  
CEA/CESTA/DLG/STIA  
CEA/CESTA/DLG/STL  
CEA/CESTA/DLP  
CEA/CESTA/DLP/SCAL  
CEA/CESTA/DLP/SEM  
CEA/CESTA/DLP/SLIL  
CEA/CESTA/BCA  
MM. les Chefs d'Installation  
MM. les Ingénieurs de Sécurité  
M. le Secrétaire du CHSCT  
M. le Cadre Animateur de Sécurité des EEI du CESTA et du TEE